

Les représentations sociales du changement climatique

26^{ème} vague du baromètre
Synthèse volet grand public



EXPERTISES

Oct.
2025

REMERCIEMENTS

Anaïs Rocci, Patrick Jolivet (ADEME, Service Dynamiques Sociales de la Transition, Direction Exécutive Prospective et Recherche),
Bruno Jeanbart, Théo Ponchel, Eleonore Quarré (OpinionWay)

CITATION DE CE RAPPORT

ADEME, Daniel Boy RCB Conseil 2025, 26^{ème} vague du baromètre « Les représentations sociales du changement climatique », Synthèse, 9 p.

Cet ouvrage est disponible en ligne www.ademe.fr/mediatheque

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME

ADEME

20, avenue du Grésillé
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 2025MA000105

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : Daniel Boy, RCB Conseil

Coordination technique - ADEME : ROCCI Anaïs

Direction/Service : Direction Exécutive Prospective et Recherche, Service Dynamiques Sociales de la Transition

SOMMAIRE

1. CONTEXTE DU BAROMETRE	4
2. PRINCIPAUX RESULTATS CONCERNANT L'ENQUETE GRAND PUBLIC ...	5
2.1. La place de l'environnement et du changement climatique dans les préoccupations des Français.....	5
2.2. Représentations des causes du changement climatique	5
2.3. Représentations des conséquences du changement climatique	6
2.4. Les solutions pour réduire le changement climatique.....	6

1. Contexte du baromètre

L'aggravation de la problématique du changement climatique induit par les émissions de gaz à effet de serre a conduit l'ADEME dès l'année 2000 à mettre en place des mesures régulières des représentations sociales de ces phénomènes au sein de la société Française. A cet effet, des enquêtes par sondage sur des échantillons représentatifs du public âgé de 15 ans et plus ont été réalisées à échéance régulière depuis cette date. L'enquête annuelle de l'ADEME se déroule en règle générale fin juin et début juillet. Les questionnaires de ces enquêtes sont conçus par l'ADEME avec l'aide d'un prestataire de service¹. Les enquêtes sont ensuite techniquement mises en œuvre sur le terrain par un institut de sondage, OpinionWay depuis 2014. L'ensemble des résultats est présenté à l'automne suivant leur recueil et donnent lieu à un rapport de recherche détaillé réalisé par RCB Conseil. Le présent rapport constitue le vingt-sixième exemplaire de cette série qui constitue un véritable baromètre des représentations des phénomènes liés au changement climatique dans notre société.

¹ La société de conseil "RCB Conseil".

2. Principaux résultats concernant l'enquête grand public

2.1. La place de l'environnement et du changement climatique dans les préoccupations des Français

- Depuis 2022, la crainte d'une perte de pouvoir d'achat consécutif à la hausse des prix est devenue une préoccupation majeure. En 2025 une nouvelle préoccupation vient prendre place dans les craintes des Français, celle de « La dette de l'Etat » : 17 %. Dans le même temps, l'enjeu de l'immigration continue à tenir un des premiers rangs (14 %). **Conséquence de ces événements plus ou moins conjoncturels, la préoccupation pour l'environnement, comparée à d'autres enjeux, stagne à son plus faible niveau (8 %) depuis la forte hausse qui avait été observée en 2019, au 5^{ème} rang des priorités à égalité avec la santé publique.**
- Cette année la sélection du **problème environnemental « Le plus préoccupant »** confirme à nouveau la **préséance de la question climatique**.
- Une nouvelle question mesure le **niveau impressionnant d'inquiétude du public à propos du changement climatique : 72 %** au total et l'analyse montre que ce degré d'inquiétude **est très constant** quels que soient les milieux sociaux.

2.2. Représentations des causes du changement climatique

- Depuis l'origine du baromètre, on constate qu'environ un tiers du public n'est pas convaincu de l'unanimité de la communauté scientifique quant à la question de l'implication de l'effet de serre dans le réchauffement climatique, alors que **deux tiers environ des personnes interrogées sont assurés que cette théorie scientifique est une certitude** pour la plupart des scientifiques. Cette année, les réponses obtenues sont conformes à cette proportion (65 %).
- Un tiers environ (61 %) des personnes interrogées estiment que le changement climatique a une **origine humaine** contre 28 % supposant qu'il s'agit d'un phénomène naturel (11 % nient l'existence de ce changement ou ne se prononcent pas).

2.3. Représentations des conséquences du changement climatique

- Deux tiers des répondants (65 %) s'attendent à ce que les conditions de vie deviennent à l'avenir **extrêmement pénibles** à cause du changement climatique contre 30 % estimant que l'on s'y adaptera sans trop de mal.
- La principale crainte liée au changement climatique est **l'augmentation des catastrophes naturelles** : 32 %
- Deux tiers du public (66 %) ne pensent pas que le changement climatique sera limité à des niveaux raisonnables d'ici à la fin du siècle.

2.4. Les solutions pour réduire le changement climatique

- « **Modifier nos modes de vie** » demeure l'option la plus choisie pour limiter le changement climatique : **58 %**, alors que l'espoir d'une solution fournie par le progrès technique n'est partagé que par 14 % des répondants
- Dans l'ensemble, **le public tend à juger souhaitable une série de politiques publiques destinées à limiter le changement climatique** mais il demeure vrai que les politiques perçues comme les plus immédiatement contraignantes pour les individus (taxes, interdictions) emportent en règle générale moins d'adhésion que celles dont le degré de contrainte est moindre ou plus indirect, tout en restant majoritairement plébiscitées pour plusieurs d'entre elles (par exemple taxer les véhicules les plus émetteurs : 56% ; ou augmenter le prix des produits de consommation ayant un fort impact environnemental : 54%).
- Une majorité, **66 % des répondants, accepte le principe d'une augmentation de la taxe carbone** moyennant une argumentation sociale et écologique.
- En matière de protection de l'environnement, une très large majorité du public souhaite, à l'inverse de l'inflexion des politiques publiques, **un renforcement de la réglementation (76 %)**.
- Le choix **d'une réorientation de l'économie soutenant exclusivement les activités qui préservent l'environnement** est validé par 65 % des personnes interrogées (contre 71 % dans l'enquête précédente)
- A l'échelle individuelle, comme dans les enquêtes précédentes, on note que **les actions relativement traditionnelles, telles que le tri des déchets ou les actions d'économie de chauffage ou d'électricité, permettant des économies monétaires sont acquises depuis longtemps et généralement davantage réalisées par les personnes appartenant aux générations anciennes.**

- A l'inverse la plupart des pratiques relatives à la mobilité suivent une logique de différenciation opposée selon l'âge, c'est à dire que ce sont les plus jeunes qui témoignent de comportements moins émetteurs de gaz à effet de serre. Les pratiques de mobilité étant très dépendantes de la densité et de l'offre de transports alternatifs à la voiture individuelle dans les territoires, l'adoption de comportements moins émetteurs de GES est plus difficile.
- Alors que les Français ont déclaré faire évoluer leurs pratiques ces dernières années, la **tendance observée l'année dernière à la démobilisation se confirme avec une stagnation des pratiques déclarées.**
- Un tiers des personnes interrogés (31 %) déclarent **faire leur maximum pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre** et 50 % « faire des efforts mais pourraient en faire plus ».

L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, air, économie circulaire, alimentation, déchets, sols, etc., nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

LES COLLECTIONS DE L'ADEME



FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.



LES REPRESENTATIONS SOCIALES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le rapport de l'année dernière avait fait état d'une montée d'un certain scepticisme quant aux causes et aux conséquences du changement climatique. On observe une stagnation cette année. Et au contraire une inquiétude et un plus grand pessimisme.

Dans le même temps, la propension personnelle à agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre qui tendait à fléchir l'année dernière stagne cette année, confirmant une certaine démobilisation du public.

Ces évolutions s'accompagnent d'une forte demande de politiques publiques pour faire face au changement climatique. L'adhésion pour une série de mesures publiques baisse cette année mais reste majoritaire.

Depuis 2000, l'ADEME conduit une enquête administrée chaque année auprès d'échantillons représentatifs de la population Française permettant de dresser un tableau des représentations sociales du changement climatique et de leurs évolutions.

Cette enquête s'intéresse à la place de l'environnement dans les préoccupations des Français, les représentations des causes et conséquences du changement climatique, l'opinion sur les solutions et mesures de politiques publiques ainsi que les pratiques et l'engagement individuel déclaré.

Chaque année, l'enquête est également réalisée auprès d'un sur-échantillon. Cette année il a porté sur les agriculteurs dont les résultats sont présentés dans un autre rapport.

